



En effet, cet organisme non gouvernemental estime que l'on compte près de 1 850 morts après 20 mois d'affrontements dans les régions anglophones du Cameroun.

Après vingt mois d'affrontements, indique International Crisis Group, l'on dénombre 1 850 morts, 530 000 déplacés internes et 35 000 réfugiés au Nigéria voisin. Selon le rapport de l'ONG, au moins 235 militaires et policiers, 650 civils et près d'un millier de séparatistes présumés ont été tués. Mais les autorités camerounaises, elles, estiment le nombre de morts à 1 600 (400 civils, 160 militaires et policiers et un millier de séparatistes).

L'ONG rappelle que la crise sociopolitique née en octobre 2016 s'est muée fin 2017 en un conflit armé. « Sept milices armées sont actuellement en position de force dans la majorité des localités rurales. Les forces de sécurité ont mis du temps à organiser leur riposte, mais depuis mi-2018, elles infligent des pertes aux séparatistes. Elles ne parviennent pourtant pas à reprendre entièrement le contrôle des zones rurales ni à empêcher les attaques récurrentes des séparatistes dans les villes », indique le rapport.

Pour sortir de cette impasse, International Crisis Group pense que les acteurs camerounais et internationaux devraient faire pression sur le gouvernement et les séparatistes. Entre la sécession voulue par les séparatistes et la décentralisation que propose Yaoundé, l'ONG indique que des solutions médianes doivent être explorées pour conférer plus d'autonomie aux

régions.

Dans ce processus, International Crisis Group estime que les acteurs internationaux, notamment les États-Unis, la Suisse, le Vatican, les Nations unies, l'Union européenne (en particulier la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni) et l'Union africaine, doivent continuer à encourager le gouvernement au dialogue.